

Notre Scapin et la peine de Ziani Chérif Ayad

Par Mohamed Benchicou

Assis face à la mer ou devant un jeu de dominos, les anciens Algérois restent, par bonheur, dans cette Alger désabusée qui redoute parfois de ne plus avoir le cœur à rire, les gardiens d'un ancien humour salulaire.

Ils s'amusent de tout, de leur propre misère, de la politique, de Kadhafi, d'Ali Benhadj, du «changement» et, surtout, de nos ingénuités d'intellectuels, de notre façon, à la fois grave et loufoque, de succomber aux plaisanteries du pouvoir. Il faut dire que la dernière était plutôt drôle : «Bouteflika va annoncer des réformes politiques.» Mais pas autant que celle qui l'a précédée, cette nouvelle et grotesque vocation signifiée à Alger : la révolution n'y doit plus venir de la rue mais d'un meeting à la salle Atlas ! Oh, ce n'était rien qu'un outrage de plus. Alger n'était déjà plus la Blanche, elle avait renoncé à être Babylone, la voilà qui ne sera même plus Le Caire, même plus Tunis, même pas Sanaâ, elle, Alger, autrefois capitale de la guérilla urbaine, adieu Décembre et les poseuses de bombes, oublie les rues endiablées et tes guérilleros, Alger n'est plus, Alger ne sera plus, seule restera une romance, «Ce fut d'ici, mon enfant...», c'était il y a longtemps, quand on la rêvait, Alger, belle et souveraine, avant ces rides, ces outrages, «... ce fut d'ici que je descendis sur Belcourt, un matin d'automne, drapeau à la main...», c'était il y a longtemps, eux s'en rappellent, mais à quoi bon remuer le souvenir ? Il suffit d'attendre que la révolution surgisse d'un meeting à la salle Atlas.

Et justement, vous les entendrez, tous les jeudis qu'ils peuvent, vous les entendrez, les anciens Algérois, devant le spectacle des politiciens se bousculant devant les portes de l'Atlas dans l'espoir d'y changer le monde, redoubler de férocité dans l'ironie, et rendre grâce à Bouteflika d'avoir rendu l'ex-Majestic, à sa mission première : le cinéma.

Ils nous laissent le devoir de croire aux bobards des béotiens, «Bouteflika va annoncer des réformes politiques», ou de nous

étonner encore et toujours des hypocrisies des gens qui nous gouvernent.

Ils vivent, comme disait Molière, de bonne soupe, pas de beau langage.

Ils nous rappellent que tout n'est que théâtre, partout, et qu'il convient de rester étrangers aux jeux de scènes.

Que ne jette-t-il un œil à ce théâtre-là, notre ami Ziani Chérif Ayad qu'on croyait revenu de tout, et qui s'émeut d'un acte de censure par le pouvoir de Khalida Toumi et de Bouteflika ? C'est-à-dire d'un acte naturel d'un Etat policier qui ne fait que son travail : contrôler la création pour qu'elle ne débouche pas sur l'éveil des masses et devienne une menace pour le régime. On le sait aujourd'hui : quiconque remet, sans précaution, son œuvre à cette autocratie, n'a pas le droit de s'étonner qu'elle soit immédiatement déshonorée.

Les anciens, eux, nous invitent à rire de ce qui nous entoure. De cette lettre d'Abdelhamid Mehri, par exemple, à son «frère» Bouteflika lui proposant une sortie de crise et lui demandant d'employer l'année qui sépare l'Algérie du 50^e anniversaire de son indépendance à se faire hara-kiri, c'est-à-dire à «préparer la mise en place d'un gouvernement de coalition nationale qui organise de vraies élections et nous mener vers la démocratie...».

C'était du Pirandello !

Mehri jouant sa propre comédie à l'intérieur de la grande comédie du pouvoir, exécutait avec brio la grande innovation du dramaturge sicilien, le jeu du «théâtre dans le théâtre» c'est-à-dire celui où l'illusion théâtrale constitue le sujet même de la pièce.

Quel bel hommage à l'homme de théâtre sicilien qui, avant de mourir, nous avait prévenus : «La vie est pleine d'absurdités qui peuvent avoir l'effronterie de ne pas paraître vraisemblables. Et savez-vous pourquoi ? Parce que ces absurdités sont vraies.»

Pendant ce temps, Ziani, notre talentueux homme de théâtre, en est encore, dans sa générosité, à créditer le régime algérien de quelques bonnes intentions dont



Photo : Samir Sid

celle-là : «Le ministère de la Culture est une institution ouverte à tout créateur algérien.» Lui emboîtant le pas, notre confrère Ahmed Cheniki, dont je me réjouis qu'il ait repris à écrire plus souvent, s'étonne que «le ministère de la Culture s'est transformé en ministère des festivals, ignorant sa fonction initiale.» Quelle fonction initiale ? Mais c'est celle-là, sa fonction initiale ! Contrôler ! Surveiller ! Censurer !

Penser qu'une autocratie a pour mission d'aider à la création, penser cela, c'est oublier l'Etat policier. Depuis toujours, la culture n'est affaire des Etats policiers que lorsqu'il s'agit de la tracter. Oui, depuis toujours, chez nous, les artistes font la culture, nos gouvernements la contrôlent ensuite et à l'occasion suppriment les artistes pour mieux la contrôler.

Il est temps de réaliser que la politique culturelle définie par le pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika et dont M^{me} Toumi a la charge, poursuit deux missions principales et bien précises à l'intérieur d'une stratégie plus vaste : le prestige personnel du président Bouteflika (d'où le fait qu'Ahmed Cheniki parle du «ministère de la Culture qui s'est transformé en ministère des festivals») et le «pilotage» de la création dans le cadre, plus global, du contrôle de la société qui est lui-même l'épine dorsale de la

stratégie de maintien au pouvoir (d'où ces «commissions» mystérieuses dont la fonction est de choisir tel ou tel projet.)

Bien entendu, le simulacre est dans l'usage quotidien, et Madame Toumi peut dire «nous» en parlant de Mimouni ou de Kateb Yacine, et clamer quelques vers du poète qu'elle aura préalablement décapité. La vérité est que, s'ils vivaient encore, Mimouni et Kateb Yacine auraient été eux-mêmes censurés et le régime se serait même cru obligé de les rééduquer.

Main de fer

L'Etat policier censure avec une main de fer. Il n'est qu'à voir la façon avec laquelle fut accueilli le plaidoyer d'Adonis, au cœur d'Alger, pour une «résistance radicale et globale» face aux «systèmes politiques archaïques et honteux qui tyrannisent les sociétés arabes et musulmanes» et «qui ont adopté le langage et l'attitude religieux pour mieux régner». Par le limogeage d'Amine Zaoui, le directeur de la Bibliothèque nationale ! Diable ! Même le ministre Ghoulamallah avait tonné : «Adonis a outragé l'Islam !»

Le cas est édifiant : on aurait tort de croire que l'on pourrait s'aménager, à l'intérieur de ce vaste bunker de la censure, un espace pour la création. Le parallèle

entre Ziani Chérif Ayad et Amine Zaoui serait, à ce sujet, fort intéressant. Les deux hommes de culture ont cru pouvoir se livrer à une entreprise créatrice libre dans un territoire surveillé ! Ziani parlant des Lumières de l'Occident et du glaive d'Orient ou Amin Zaoui espérant ressusciter le poète maudit, Aboul Alaa El-Maari, en invitant Adonis, et ainsi redonner vie à la «religion véridique», la religion des libres penseurs des siècles d'or de l'islam, tout cela est sacrilège dans un pays où l'exploitation du discours religieux sert à l'asservissement des masses, en une espèce d'idéologie communautaire écrasant toute expression individuelle. Qui a oublié que Aboul Alaa El-Maari, l'ennemi des régimes bigots et des faux dévots, avait été interdit d'exposition au Salon international du livre d'Alger (Sila) sur ordonnance du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs algérien, signée par Ghoulamallah ! C'était en novembre 2007. Le jour où ils prohibèrent *Les géôles d'Alger* !

La vraie culture vit de vérité et meurt de mensonge. Elle vit toujours d'ailleurs, loin des palais et des ascenseurs de M^{me} Toumi. Elle a toujours sa société, celle des créateurs et des hommes libres, et une seule patrie, la liberté.

Mais tout cela, ils le savent, les anciens Algérois, dans Alger aujourd'hui interdite aux marcheurs et aux amoureux, aux rêves et aux légendes, dans Alger sommée de n'être plus, même plus la cité d'un vieil instant d'euphorie, la «Mecque des révolutionnaires», plus rien, rien qu'une cité soumise aux ruelles pacifiées, ils savent qu'Alger sera toujours sauvée par l'humour et le théâtre ! Pas celui des philistins ou des pédants, non, le théâtre des foules silencieuses, ce talent ancestral du peuple algérois qui consiste à rire de soi, à être étranger à ses propres malheurs, à théâtraliser sa condition roturière pour pouvoir la vivre en l'interprétant..., et non en la subissant, ce don infaillible grâce auquel les pauvres gens traversent ces temps sans mémoire et résistent aux machiavéliens.

M. B.

L'ENTV nous écrit

Suite à l'article intitulé «ENTV» - un marché qui fait des vagues» paru à la Une de votre quotidien n°6211 du lundi 21 mars 2011 et développé à la page 06, je vous prie d'insérer la mise au point suivante, en droit de réponse, conformément aux articles 44, 45 et 48 de la Loi n°90.07 du 03 avril 1990 relative à l'information, et ce, compte tenu des informations erronées et des graves accusations en faisant mention de «scandales financiers qui continuent d'ébranler la direction de l'ENTV».

Un marché d'acquisition de cassettes Betacam a été contracté par la Direction de l'ENTV en juillet 2008 auprès du fournisseur français IEC (Agence Marseille Export), et ce, conformément au devis descriptif, quantitatif et estimatif par type et format de cassettes et aux modalités de livraison convenues. Effectivement, deux commandes

ont été satisfaites, respectivement en octobre 2008 et mai 2009 avec remarque que pour ces livraisons, une cinquantaine de cassettes manquaient à la réception, justement signalées au fournisseur qui ne s'est pas exécuté à ce jour, en dépit des réserves écrites et rappelées.

L'année 2009 a connu un plan de charges très important induisant un appel à consommation élevé de cassettes ce qui a mis la Direction dans une situation délicate frôlant la rupture de stocks dans ce produit stratégique.

L'analyse de cette situation a contraint la Direction à saisir le fournisseur à l'effet de lui demander de modifier le type et le quantitatif des cassettes avec maintien du prix initial, et ce, compte tenu des exigences des utilisateurs selon le type de caméras en exploitation et de la variation des stocks de cassettes au magasin central de l'établisse-

ment. La comptabilité matière de ce dernier faisait ressortir des aberrations de gestion auxquelles il fallait trouver des solutions.

De plus, le marché de 2008 passé avec le fournisseur IEC a prévu l'acquisition d'un certain type de cassettes inutiles, pour des considérations susévoquées. C'est pourquoi, le fournisseur a été saisi, en janvier 2009. Sa réponse a été jugée non satisfaisante en proposant des prix supérieurs à ceux prévus dans le marché et à ceux proposés par les concurrents saisis par consultation restreinte, considérant l'urgence.

Cette opération a permis l'acquisition de cassettes dont avaient besoin, effectivement, les utilisateurs selon les caméras en exploitation, avec des offres moins-disantes, en moyenne de 02 à 03 euros l'unité et, une livraison rapide auprès de trois

fournisseurs différents. Cependant, la meilleure prestation a été assurée par le fournisseur, unique dans ce domaine d'activités, installé en Algérie, Studiotech Maghreb, dont les prix étaient moins chers, payés en dinars et avec une livraison rapide en raison de la disponibilité immédiate des produits.

Par ailleurs, le volume d'acquisition de cassettes par bons de commande successifs auprès de ce dernier fournisseur, au courant de l'année 2010, ayant atteint un seuil important, a conduit la Direction à formaliser cette opération sous forme de marché de régularisation en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur. En tout état de cause, vous remarquerez que le souci de la Direction était d'assurer une gestion rationnelle, efficace et conforme de ses achats en produits sensibles liés à l'antenne.

Les gains enregistrés sont multiples. En outre, vous relèverez qu'il n'y a eu ni irrégularité ni surfacturation comme portés à croire par le contenu de votre article tendancieux et accusatoire. L'objet de cette mise au point est de donner à vos honorables lecteurs l'information crédible et juste de nature à ne pas les induire en erreur.

La directrice de l'administration et des finances
C. Dahmani

Réponse de la rédaction

Cette longue mise au point ne répond cependant pas à une seule question : comment expliquer que pour un même type de cassettes, les tarifs entre un fournisseur et un autre passent du simple au double. Les factures en notre possession ne laissent aucun doute sur l'étendue des écarts de paiement.

LSA